

N° 23/084 /DTDP-Ass/VGN

## DÉCISION

### Portant signature d'une convention de mise à disposition de matériel, à titre gratuit, auprès de l'Association Coignièrès en Transition

Le Maire de la Commune de Coignièrès (Yvelines) ;  
11<sup>ème</sup> Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines ;  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 alinéa 5 ;  
Vu la délibération n°2020-0505 du conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire ;  
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publique ;

Considérant la demande de l'Association Coignièrès en Transition, représentée par son Président Monsieur Bernard THOORENS de pouvoir disposer du matériel lui permettant d'organiser des ateliers du Répar'Café ;

Vu la convention de mise à disposition de matériel ;

Considérant la disponibilité du matériel sollicité ;

## DÉCIDE

**ARTICLE 1 – AUTORISE** la mise à disposition, à titre gratuit, auprès de l'association Coignièrès en Transition du matériel suivant :

- **Une armoire de stockage + une clé**

Une convention précisant les conditions de mise à disposition du matériel est conclue entre les parties.

**ARTICLE 2 – DIT** que cette mise à disposition est consentie et acceptée pour une durée d'un an renouvelable une fois sans excéder deux ans à compter du **27 mars 2023**.

**ARTICLE 3 – DIT** que la présente décision fera l'objet d'une transmission à la Sous-Préfecture de Rambouillet, d'une présentation au conseil municipal et d'une notification au titulaire.

Fait à Coignièrès, le 24 mars 2023

**Le Maire,**  
**Didier FISCHER**  
Vice-président de la C.A. de Saint-Quentin-en-Yvelines



Le présent acte peut faire l'objet d'une voie de recours gracieuse auprès de son auteur, ou contentieuse devant le Tribunal Administratif de Versailles - 56 Av. de Saint-Cloud, 78000 Versailles, ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, voire lorsqu'elle a été expressément prescrite, à compter de sa notification pour la ou les personnes directement visées.